

L'alternative pour l'emploi et le redressement industriel, c'est possible !

Nicolas Marchand

La situation de l'emploi, très grave, continue de se détériorer, notamment dans l'industrie. La question, inséparable des enjeux de politique industrielle, est cruciale socialement et politiquement : le chômage massif, la précarisation, les fermetures d'entreprises, c'est la souffrance de celles et ceux qui en sont victimes et l'insécurité pour tous ; c'est en même temps un grand facteur de division des travailleurs et la base, faute de solutions, d'un fort sentiment d'impuissance démobilisateur.

Crédibiliser le contenu et les moyens d'une alternative, avec des propositions précises, est donc décisif. Cela passe par leur mise en débat et leur expérimentation dans l'action.

Coût du travail, chômage, dépense publique et sociale... : même recette, même résultat

N. Sarkozy s'était fait élire en 2007 en promettant le « *plein emploi* », c'est-à-dire un taux de chômage ramené à 5 % et non zéro chômeur comme la formule peut en porter l'illusion. Par quels moyens a-t-il prétendu y parvenir ? Par la baisse du coût du travail et des dépenses publiques. On connaît le résultat. Le chômage et la précarité ont augmenté, le taux de chômage a flirté avec les 10 % dans le courant du 1^{er} trimestre 2012, et Sarkozy a été battu.

De son côté, F. Hollande demande d'attendre fin 2013 pour une inversion de la courbe du chômage : « *Le chômage ne va pas cesser d'augmenter pendant un an* », mais, assure-t-il, « *j'ai fait de l'année 2013 une grande bataille pour l'emploi* » et, avec la politique engagée, « *à la fin de l'année 2013 nous devons inverser la courbe du chômage* ». Seulement, sa bataille pour l'emploi, il la conçoit dans la logique précédente de baisse du coût du travail et des dépenses publiques. Il a accepté sans renégociation réelle le Pacte de stabilité budgétaire dans laquelle cette logique est inscrite et il cherche à obtenir un consensus des syndicats que la droite n'avait pu obtenir sur la baisse du coût du travail et sa flexibilité, ce qu'il appelle un « *compromis historique* ».

Le patronat, Medef en tête, pousse avec ténacité l'exigence de baisser le coût du travail, notamment les charges sociales dont l'excès serait selon lui la cause des difficultés des entreprises. Mais, alors qu'à ces charges sociales correspondent des dépenses utiles à l'amélioration de l'efficacité économique de l'entreprise et au développement social, il est essentiel de

faire largement savoir que d'autres coûts pèsent sur les entreprises contre l'emploi ; il s'agit des coûts du capital : les dividendes des actionnaires et les intérêts du crédit des banques. Ceux-ci représentent pour les entreprises une charge qui constitue le double de leurs cotisations sociales : ainsi, en 2010, les entreprises ont versé 309 milliards de dividendes et d'intérêts, pour un montant de cotisations sociales patronales de 145 milliards. Les dividendes et autres revenus financiers distribués sont parmi les plus élevés de l'Union européenne : 24,7 % de l'excédent brut d'exploitation en 2009. Si on veut réduire efficacement les charges qui pèsent sur les entreprises françaises contre l'emploi, c'est à ces coûts du capital qu'il faut s'attaquer.

Persister à baisser le coût du travail ne peut donc que conduire à une nouvelle dégradation de la situation économique et sociale, parce que l'argent qui revient par ce moyen aux entreprises ne va pas à l'emploi.

D'autant que pèsent aussi contre l'emploi deux autres facteurs sur lesquels il faut agir :

- L'action des grands groupes pour réduire au maximum leur masse salariale : 70 grands groupes contrôlent 60 % des PME-PMI et les utilisent pour faire remonter jusqu'à leurs actionnaires les dividendes de la « *chaîne de valeur* », subordonnant le développement de ces PME-PMI, leur emploi, à leurs propres objectifs de rentabilité financière. Ils se restructurent en espérant tirer ainsi plus de profits d'une éventuelle reprise ;

- Le rationnement du crédit à l'industrie par le système bancaire qui privilégie un type de crédit plus rapidement profitable. Alors que les banques françaises ont largement profité des 1 000 milliards de prêt à 1 % octroyés par la BCE aux banques européennes

l'hiver dernier, les PME-PMI qui représentent presque 90 % des entreprises françaises n'en ont pas réellement bénéficié cette année. Entre novembre 2011 et novembre 2012, l'enveloppe des crédits mobilisables pour les PME s'est contractée de 3 %.

Un autre point est à souligner : le chômage massif durable est lié à la façon dont ont été utilisées, depuis 35 ans, les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'industrie et les services. Elles permettent d'économiser énormément le travail et de formidables gains de productivité. Mais leur développement s'est fait non pas pour améliorer la vie en réduisant le temps de travail, mais pour un maximum de rentabilité, par la suppression d'emplois.

D'où un cercle vicieux : en supprimant des emplois, et en comprimant les salaires, on a réduit le débouché, en même temps que la capacité de production se développait.

Pendant une trentaine d'années, ça a tenu grâce au crédit et à l'endettement. Il y a bien eu le krach de 1997. Mais il aura fallu attendre 2008-2009, avec la crise financière la plus grave de l'après-guerre et une récession mondiale, pour que la contradiction explose.

Les États et les banques centrales sont alors venus à la rescousse des banques, mais sans changer les critères du crédit. À l'endettement privé massif s'est ajouté un endettement public sans précédent. Mais l'argent public a été distribué sans imposer aux banques de changer leurs règles de fonctionnement ni leurs objectifs financiers. Il n'a servi qu'à amplifier les logiques financières à l'œuvre. Pire, pour rassurer les marchés sur la solvabilité des États, cette distribution d'argent public s'est accompagnée de politiques d'austérité massives en Europe organisant le transfert de flux de dépenses publiques et sociales vers les marchés financiers. La France dépense désormais annuellement près de 50 milliards d'euros au titre du paiement des intérêts de sa dette publique.

D'où les blocages qui continuent, la croissance ralentie, y compris dans les pays émergents, et le risque de nouveaux rebonds de la crise. Car cette pression en Europe sur les travailleurs, les retraités et les jeunes européens, pèse lourd sur l'économie mondiale. Frein à la consommation en Europe, ce siphonnage de la dépense publique et sociale par les marchés financiers

conjugué aux politiques d'austérité réduit les débouchés du commerce mondial.

L'Europe est en effet particulièrement exposée ; la zone euro est la seule zone en récession ; on y compte 18 millions de chômeurs avec un taux de chômage au-dessus de 12 % et l'explosion de la précarité... En Grèce, en Espagne, le taux de chômage des jeunes dépasse 40 % !

L'emploi trinque très dur. Pourquoi ? Parce qu'il est pris en tenaille par des politiques budgétaires agressives contre les services publics et les emplois publics, au nom de la baisse des dépenses publiques, et la restriction du crédit des banques, qui se concentre sur ce qui rapporte le plus vite au détriment de l'industrie et des services.

La baisse des dépenses publiques est une économie qui se retourne contre l'objectif qu'elle prétend atteindre. L'exemple de la Grèce est significatif : leur réduction massive y a aggravé la récession ; résultat : alors qu'il s'agissait de résorber la dette, le taux d'endettement n'a pas été réduit mais augmenté (le rapport dette/PIB est passé de 128 % en 2008 à 170 % fin 2011).

Au total, rationnement du crédit des banques + rationnement des dépenses publiques = aggravation de la dépression.

L'action du gouvernement ne prend pas le bon chemin...

Dans ce contexte, l'action engagée par François Hollande ne prend pas le bon chemin.

Mis en avant, les emplois d'avenir et les contrats de génération vont seulement colmater quelques brèches. Tant mieux pour ceux qui en bénéficieront. Mais leur financement relève encore une fois d'une baisse du coût du travail (subventionnement public des salaires pour les emplois d'avenir – baisse des cotisations patronales pour les contrats de génération).

Surtout, la politique engagée a deux axes qui vont peser négativement sur l'emploi : austérité budgétaire, au nom de la réduction de la dette, et compétitivité par la baisse du coût du travail et sa flexibilité.

– austérité budgétaire : il est prévu 60 milliards de réduction de la dépense publique d'ici 2017, 50 milliards prévus initialement auxquels se sont ajoutés 10 milliards pour financer le crédit d'impôt offert au patronat avec le « *pacte de compétitivité* ».



– le pacte de compétitivité : 20 milliards d'allègement d'impôt pour les entreprises ; cela représente 6 % de baisse du coût du travail, ce qui va augmenter les profits disponibles sans aucune obligation concernant leur utilisation ni contreparties en emplois ou en formation-qualification. 20 milliards qui seront financés par 10 milliards de réduction supplémentaire des dépenses publiques et 10 milliards d'impôts supplémentaires, principalement la TVA.

Flexibilité du travail : c'est l'objectif fixé à la négociation sur l'emploi : un accord sur la « flexisécurité », visant surtout la facilitation des licenciements et la disparition de la durée légale du travail. **Certes, l'opposition ferme de la CGT, le refus de la précarité par FO et l'appel à la mobilisation des salariés peuvent permettre de repousser l'offensive antisociale. Mais la volonté de Hollande d'obtenir son compromis historique, moyennant quelques concessions mineures a conduit les syndicats réformistes à accepter les termes de cet accord catastrophique pour les salariés.**

Cinq pistes d'action pour changer de cap !

Sur cette ligne-là, on va à l'échec ; un échec qu'on ne peut pas souhaiter parce qu'il ouvrirait une porte dangereuse à la droite et à l'extrême droite.

C'est pourquoi tout doit être mis en œuvre pour créer les conditions d'une réorientation de la politique gouvernementale.

Les parlementaires communistes et du Front de gauche agissent dans ce sens à l'Assemblée et au Sénat. Et le Parti communiste a décidé d'engager et de proposer au Front de gauche une grande campagne sur le thème « *L'alternative à l'austérité, c'est possible* ». Il a aussi mis en place une cellule de veille, d'action et de propositions pour l'emploi et l'industrie qui réunit ses secteurs « *entreprises* » et « *économie* » pour aider à la bataille d'idée et à l'expérimentation de ses propositions dans les luttes.

On doit sortir du cercle vicieux où s'enchaînent pour la course à la rentabilité : suppressions d'emploi – réduction de la demande – insuffisance des débouchés – surcapacités apparentes – guerre concurrentielle.

Pour l'emploi et un véritable redressement productif, il existe une alternative.

Elle peut être formulée en 5 pistes : sécurisation de l'emploi et de la formation, développement des services publics, appropriation sociale progressive des groupes clés, des moyens de financement, des mesures anti-délocalisation.

1- La sécurisation de l'emploi et de la formation

Il s'agit d'avancer vers la sécurisation de l'emploi pour chacun et chacun jusqu'à une éradication totale du chômage.

Pour s'attaquer à ce chantier et le suivre, nous proposons la **tenue annuelle d'une conférence nationale, précédée de conférences régionales** pour définir, à partir d'un inventaire précis des besoins, des objectifs chiffrés d'emploi et de formation, avec les moyens nécessaires pour les atteindre.

Il faut aussi **des mesures anti-licenciements**. L'interdiction des licenciements boursiers est déjà l'objet d'une proposition de loi des parlementaires communistes qu'avaient votée les sénateurs socialistes sous la droite. Nous ne lâchons pas, malgré les réticences actuelles côté socialiste. Mais il faut aller au-delà, jusqu'à **une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation**.

Face aux restructurations, des **moratoires sur les suppressions d'emplois** doivent pouvoir être décrétés. Les Comités d'entreprises, les délégués syndicaux doivent avoir **un pouvoir suspensif et le pouvoir de contre-proposer une alternative à la baisse des coûts du travail**.

Contre la précarisation, il faut des **mesures de sécurisation du contrat de travail**, notamment pour les jeunes. Et **pour ceux dont l'emploi ne peut être préservé, il faut généraliser la mise en formation choisie avec conservation du salaire**.

Et tout cela avec la perspective de **création d'un grand service public chargé de garantir le droit à l'emploi et à la formation tout au long de la vie**.

2- Une forte expansion des services publics (les services publics existants, ceux à reconquérir, les nouveaux services publics à créer)

Une telle expansion serait doublement efficace :

- Elle ferait croître la demande, sans en rajouter aux excédents de capacité de production matérielle.

- Elle aiderait à consolider l'efficacité de la production : la recherche publique, la santé, l'éducation et la formation, les transports publics étant à la fois des réponses aux besoins et des facteurs de productivité nouvelle.

3- Une appropriation sociale progressive de l'appareil productif

Il faut avancer vers une appropriation sociale des groupes clés pour se doter de pôles publics d'impulsion et de coopération le long des filières.

Il s'agirait d'**une propriété publique, et non simplement étatique, avec des critères de gestion nouveaux**, d'efficacité sociale plutôt que de rentabilité financière, avec **des pouvoirs effectifs des salariés et des populations**.

Il faut aussi **réorienter les aides publiques, réformer la fiscalité des entreprises et les cotisations sociales patronales** pour en faire des moyens incitatifs, secteur privé compris, au développement des emplois, des qualifications, des salaires, à des investissements efficaces.

4- Les moyens financiers

Le principal, c'est le crédit bancaire, aujourd'hui distribué sur des critères de rentabilité, et scandaleusement rationné pour les PME industrielles.

La BPI qui vient d'être créée n'a qu'une mission limitée et des moyens très réduits. Cela ne va pas modifier fondamentalement la situation, parce que pour cela il faut des financements non dépendants des marchés financiers et de leurs exigences de rentabilité. Mais la BPI peut être interpellée avec l'objectif de la transformer, avec tout le système bancaire.

Il s'agit de **développer un nouveau crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises**. La nouveauté concerne ses critères d'attribution : un taux abaissé, jusqu'à 0 voire moins, selon la quantité d'emplois, de formations, de progrès environnementaux programmés.

Mettre en œuvre ce nouveau crédit est le but de la proposition de **constituer un pôle financier public**

regroupant la Caisse des dépôts et consignation, la Banque postale, Oséo, le FSI, les banques mutualistes et des banques qui seraient nationalisées.

Sans attendre on pourrait **créer un Fonds public national**, alimenté notamment par les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales (qui cesseraient donc d'être exonérées). Ce fonds pourrait s'appuyer sur **des Fonds publics régionaux**. Les travailleurs, leurs organisations, les élus pourraient saisir ces Fonds, qui seraient habilités à examiner les dossiers précis et à la mobilisation du crédit, avec les moyens de prendre en charge tout ou partie des intérêts du crédit, selon les critères sélectifs déjà cités.

Il faut agir aussi au niveau européen, pour **transformer l'utilisation de l'euro et le rôle de la BCE**. Sa création monétaire pourrait servir à alléger le poids des dettes publiques, et surtout à **financer, via un Fonds social, solidaire et écologique de développement européen, une grande expansion des services publics dans toute l'Europe**. Ce Fonds, géré démocratiquement, serait chargé de répartir la monnaie créée par la BCE en fonction des besoins nationaux de chaque pays. La BCE pourrait aussi être saisie pour **refinancer des crédits des banques aux investissements des entreprises avec des taux d'intérêts d'autant plus abaissés que seraient programmés des emplois, des formations, des progrès environnementaux**.

5- Faire face aux délocalisations et dumping internationaux

Il s'agit, non pas d'ériger des barrières protectionnistes dans une démarche de concurrence entre les peuples, mais de faire respecter des normes sociales et environnementales communes, dans le sens d'un progrès de tous :

- Établir des **prélèvements sur les réimportations de productions délocalisées**, dont le produit alimenterait un Fonds de co-développement des peuples ;
- Encourager le **respect des normes par des crédits préférentiels**.

Enfin dans les secteurs industriels sinistrés par la guerre concurrentielle (sidérurgie, automobile, navale), on exigerait de l'Union européenne que soient décrétés de véritables cessez-le-feu, et la **tenue de conférences pour organiser les coopérations**.

Ces propositions sont crédibles tout en étant radicales. Elles peuvent rassembler largement pour les luttes et dans toute la gauche, pour un réel et concret changement de cap. Certaines d'entre elles se réfèrent d'ailleurs à des idées formulées dans le programme du candidat François Hollande, comme l'idée de sécurisation des parcours professionnels et de sécurité sociale professionnelle. D'autres ont été votées par les parlementaires socialistes avant mai 2012.

On a besoin de faire vivre dans des campagnes durables la cohérence de ces propositions et leur précision pour ouvrir des brèches face aux dogmes libéraux dominants. On a besoin de les faire expérimenter sur des chantiers de lutte concrets.

Ces propositions ont notamment pu nourrir une intervention utile du PCF dans la bataille sur la sidérurgie ; une rencontre avec les militants du groupe ArcelorMittal

avait permis de les confronter à la situation concrète, notamment pour le site de Florange. Des propositions précises, argumentées, ont pu être formulées dans la lettre ouverte que Pierre Laurent a adressé à François Hollande :

- Réunion de tous les acteurs impliqués ou intéressés, y compris les représentants des PME clientes ou sous-traitantes, ceux des services et entreprises publics ou mixtes gros consommateurs d'acier ainsi que les représentants de la CDC, du Fonds stratégique d'investissement (FSI) et du pool des banques d'ArcelorMittal ;
- Un crédit à très bas taux d'intérêt pour les investissements urgents nécessaires ;
- Un processus de nationalisation, à partir d'une prise de contrôle des actifs sidérurgiques mosellans d'ArcelorMittal ;
- Étaient mis en évidence des moyens de pression sur Mittal : la possibilité d'aider, sous conditions, à renégocier sa dette, ou celle d'exiger le remboursement des aides publiques ;
- Il était proposé de responsabiliser les industries, secteurs et services publics consommateurs d'acier, pour l'achat d'acier français ;
- Enfin plusieurs propositions concernaient le niveau européen, notamment une conférence sidérurgique européenne, portant en particulier sur les enjeux de financement et un nouveau rôle de la BCE ; et au niveau mondial, une action de la France pour des protections communes européennes, associées à des coopérations d'avantage mutuel avec nos partenaires des pays tiers.

Ces propositions ont fait l'objet d'une large popularisation régionale et auprès des salariés du groupe. Un débat public s'est notamment instauré sur l'idée de nationalisation, avancée aussi de différentes manières par d'autres.

Pour le ministre de l'Industrie et les élus socialistes, il n'a été question que d'une nationalisation temporaire ; mais cela ne serait qu'une socialisation des pertes, avant de tout rendre au privé quand le site sidérurgique serait redevenu rentable, au risque de voir le même film recommencer.

Le PCF préconise quant à lui un processus d'appropriation sociale démocratique, un nouveau type de nationalisation, conçue comme moyen indispensable d'un redressement productif, avec une autre gestion dégagée de la dictature des marchés financiers.

Au-delà du débat indispensable, un tabou a été brisé. L'idée de nationaliser Mittal, même conçue comme temporaire, a d'ailleurs provoqué une incroyable levée de boucliers patronale et libérale en France et en Europe. Le gouvernement a cédé, tournant le dos à l'idée de nationalisation et concluant en catimini avec Mittal un accord qui ne change rien aux projets initiaux du groupe.

Mais la bataille continue. Bien d'autres sont à mener autour des filières industrielles, des groupes, des bassins d'emploi. L'intervention des communistes avec des propositions précises sur de tels chantiers est le bon moyen de faire grandir, par l'expérimentation, la conviction qu'une alternative pour l'emploi et un véritable redressement industriel est possible. ■